

Le but de cette publication est de faire connaître, indépendamment de toute revendication, les luttes telles qu'elles se déroulent dans le monde entier. Son contenu est forcément incomplet à la fois quant aux luttes ainsi recensées et quant à une description analytique de leur déroulement. Ce sont essentiellement des raisons pratiques qui causent ces imperfections : il ne tient qu'à ceux qui peuvent avoir ces pages entre les mains d'y remédier tant soit peu. Chacun peut y apporter des informations même brèves sur les luttes dont il peut avoir connaissance soit directement, soit par tout autre moyen. Chacun peut s'y associer de la manière qui lui convient (aide rédactionnelle ou matérielle, suggestions et critiques bien venues. Nous savons que, pour disparates, contingentes et spécifiques qu'elles soient, ces luttes n'en participent pas moins à la résistance à la domination du capital. C'est ce que nous voulons souligner, même si les problèmes matériels nous empêchent de développer leurs particularités comme nous le souhaiterions.

### **LA DIFFERENCE Action autonome sauvage contre action syndicale légale**

Dans la nuit du mercredi 25 mai au jeudi 26 pour protester contre un plan de réorganisation assorti de suppressions d'emplois (45 sur 600) les postiers du centre de tri de Bègles (Gironde) séquestrent pendant 20 heures cinq membres de la direction du centre (des plans similaires appliqués dans toute la France signifient la suppression de 10.000 emplois). Des flics des CRS et du GIPN (quel honneur !) interviennent pour " libérer " lesdits dirigeants. Sur plainte déposée par La Poste les postiers apprennent le vendredi 27 mai que quatre délégués syndicaux de base sont retenus au Palais de justice pour inculpation de " séquestration de plus de 100 jours dans le cadre d'un conflit du travail " et que cinq autres le seront prochainement. Une centaine de postiers manifestent devant le siège du tribunal pour que les militant " entendus par le juge " soient libérés : ce qui est fait mais l'inculpation est retenue. 5 autres militants syndicaux, non poursuivis, sont pourtant suspendus et doivent passer en conseil de discipline. Le travail dans le centre de tri de Bègles et dans les autres centres de la région et de toute la France se poursuit " normalement ". Les syndicats annoncent le samedi 28 mai qu'il vont appeler dans la semaine à des actions pour la défense des postiers sanctionnés. La suite se perd dans de telles actions sporadiques, bien clamées et peu suivies, noyées dans toutes les sempiternelles " journées d'action " à la Poste et ailleurs et aujourd'hui on ne sait même pas ce qu'il a pu advenir des suites de cette lourde procédure sanctionnant une action de classe.

Le 26 mai 2001 , le centre de tri de Watford ( banlieue Nord de Londres) est en grève " officielle " de 24 h contre une restructuration locale. Le courrier non trié est orienté vers des centres loin de Londres, à Liverpool et à Manchester. Les postiers de Liverpool refusent de trier le supplément de travail qui leur échoit ainsi : 6 sont suspendus. Les 800 du centre se mettent aussitôt en grève sauvage. Devant une situation identique et sans s'être concertés, les postiers du centre de tri de Stockport près de Manchester entrent aussi en grève. Les grèves sauvages, dispersées le vendredi s'étendent et le mardi suivant tous les bureaux de Londres, 50.000 postiers, sont en grève sauvage. Sur invite du gouvernement, la direction des postes abandonne toute réforme, toutes poursuites et toutes sanctions. A une moindre échelle depuis 2001 de telles situations se sont reproduites où une solidarité immédiate contre des sanctions individuelles et une généralisation spontanée amorcée contraignent les directions locales à annuler mesures et sanctions. (dans ce bulletin on peut voir un autre exemple récent aux usines Rolls Royce)

Pourquoi une telle différence dans les résistances devant des situations similaires dans les Postes en France et en Grande-Bretagne ? Les postiers britanniques peuvent apparaître plus combatifs mais surtout ils ne font confiance qu'en eux-mêmes et à leur solidarité de classe avant de s'appuyer sur des recours légaux qu'ils ne négligent pas pour autant mais comme un complément

éventuel de leur action directe de base. Il faut ajouter que, légalement, il est strictement interdit au syndicat (en Grande Bretagne, il n'y en a qu'un à la Poste, le CWU) d'appuyer une grève sauvage, encore moins de l'initier sous peine de sanctions très sévères - financières et personnelles de dirigeants. Alors les travailleurs ne prennent aucun risque pourvu qu'ils restent unis et solidaires. Et ils vont de l'avant, classe contre classe.

A chacun de tirer les conclusions.

**BOLIVIE** Des organisations de base mais une grande confusion politique tenant à la situation spécifique de l'Amérique Latine

Il est difficile, en quelques lignes de traiter de ce qui se passe en Bolivie où depuis des mois (voir précédents bulletins) des mouvements populaires divers s'opposent directement au pouvoir politique autour des conditions d'exploitation des ressources naturelles du pays par les multinationales. Sauf de dire que ce pouvoir politique ne parvient pas à maîtriser une situation qui semble frôler la guerre civile et à trouver une solution politique qui consacre avec des simulacres le pouvoir de la bourgeoisie locale et la présence de ces multinationales -surtout pétrolières. Ce qu'on appelle la " guerre du gaz " après ce qu'on a appelé la " guerre de l'eau " marquent l'irruption dans cette contestation des " pauvres " notamment du faubourg de la capitale La Paz, El Alto ( un million d'habitants) qui, sur un fond de revendications indiennes contestent radicalement les nantis de la capitale et bloquent depuis des semaines par des actions diverses la vie économique du pays. C'est un mouvement confus, sur lequel des groupes politiques plus ou moins sociaux-démocrates tentent de surfer mais dont on ne doit pas dissimuler, malgré son évident caractère de classe, les tendances nationalistes vers un autoritarisme à la cubaine. On ne peut détacher cette situation de ce qui se passe dans la plupart des pays d'Amérique Latine et de toutes les ambiguïtés qui l'accompagnent ( des dirigeants syndicaux n'ont-ils pas par exemple été sollicités des cadres de l'armée pour prendre la tête d'un " Mouvement militaire générationnel ") Pourtant , un des aspects positifs de ce mouvement est la présence effective et active d'associations de voisins à El Alto regroupés dans une Fédération, dont on sait peu de choses et souvent contradictoires, mais qui semblent porter la marque d'une auto organisation populaire de base. A suivre.

## **AGRICULTURE -PECHE - AGRIBUSINESS**

**France** - \*9/4/05 - Contre la hausse du prix du gazole les pêcheurs bloquent avec leurs chalutiers les ports de Sète, Marseille, Port-Vendres et Port-la-Nouvelle pour que le gouvernement tienne ses promesses faites lors d'un mouvement identique en octobre dernier (M) \*21/4/2005 - 10.000 vignerons du Languedoc manifestent à Narbonne contre la perte de 30 à 40 % de leurs ressources pour les 30.000 de la région à cause de la concurrence mondiale entraînant une chute des prix et la constitution de stocks de mévente. Des affrontements sérieux avec les flics. (L) \*4/5/2005 - Après 19 mois de conflit autour d'un chantage à la fermeture et/ou à la vente la multinationale Nestlé réussit à imposer, après un bras de fer avec la CGT un plan social qui maintient l'entreprise de Vergèze (Gard) avec le licenciement de 356 travailleurs (certains avec préretraite) sur 1.650 salariés. L'entreprise annexe, les verreries du Languedoc (500 travailleurs) sont également maintenues. L'accord final de la CGT lui a été imposé par un collectif de 3 à 400 travailleurs qui voulaient en terminer avec l'acceptation des dernières propositions Nestlé. ( L, M) \*17/5/2005 - Des

algues nocives s'étant développé dans le bassin d'Arcachon (Landes), les ventes d'huîtres du bassin sont interdites : 350 ostréiculteurs s'affrontent durement avec les flics . Des arrestations et des poursuites (M, L) \*6/6/2005 - Champagne Moët et Chandon , 70% des 1.200 travailleurs en grève à l'appel de la CGT pour les salaires ( H) Brésil - \*avril 2005 - Les multinationales du sucre Tereos et Dreyfus (France), Südzucker et Nordzucker (Allemagne) , British Sugar (UK), Glencore et Alcoru (Suisse) et Cargill (USA) règnent en maîtres dans l'industrie sucrière. Ils sous-traitent l'exploitation de milliers d'esclaves migrants coupeurs de canne alléchés par les promesses de meilleurs salaires, venus de toutes les régions pauvres du pays pour travailler une saison de 5 à 8 mois et qui se retrouvent totalement endettés dans un semi-esclavage, ne pouvant même pas se payer un retour dans leur contrée d'origine ( Réseau Solidarité) \*- 12/5/2005 - Comme tout bon social-démocrate élu sur des promesses de vie meilleure avec une régulation capitaliste - Lula - au pouvoir depuis deux ans et demi (élu avec le soutien du Mouvement des paysans Sans Terres - MST) se voit demander des comptes par une troisième marche de paysans : 15.000 d'entre eux convergent sur Brasilia ayant parcouru 200 km à pied (actuellement les camps du MST accueillent plus de 120.000 familles qui attendent la réalisation des promesses de Lula de distribuer la terre à 430.000 familles d'ici 2006). Présentement, 80.000 familles ont reçu des terres au lieu des 110.000 promises. Le grand capital et l'agribusiness paraissent les bénéficiaires de l'expansion agricole et les grands propriétaires font régner la peur et la violence meurtrière contre les occupations sauvages. (M) Afrique du Sud - \*30/4/05 - Dans un précédent bulletin nous avons évoqué la situation de quasi-esclaves des travailleurs agricoles noirs d'Afrique du Sud et signalé un cas extrême illustrant la violence de la domination blanche, celui d'un Noir que son patron avait jeté vivant dans une réserve aux lions. Celui-ci passait récemment en procès et il y fut confirmé que l'isolement, la crainte de perdre leur emploi fait que ces travailleurs acceptent sans se révolter des conditions proches de l'esclavage. Les rares fermiers noirs auraient des pratiques identiques. (FT) Etats-Unis - \*4/6/2005 - Effet boomerang - Pensant satisfaire les attitudes racistes et les réflexes sécuritaires, un leader républicain de l'Etat d'Idaho ( Nord-Est des USA) a lancé une croisade contre les immigrants - essentiellement latinos - dénonçant, dans le plus pur style réactionnaire une " invasion imminente " de ceux qui amèneraient avec eux " la violence, la drogue, des maladies comme la tuberculose " et propose de poursuivre les patrons employant des travailleurs illégaux. Ses propos ont soulevé une vague d'indignation et de protestations , pas à cause de leur contenu mais parce que la clientèle républicaine est essentiellement constituée de fermiers dont 75% de la main-d'œuvre est formée de travailleurs mexicains illégaux qui proclament que de telles mesures pourraient " tuer l'agriculture américaine " car ces immigrés " font le travail que personne d'autre ne voudrait faire " ( ils n'ajoutent pas dans de telles conditions) (NYT) Grande Bretagne - \*22/6/2005 - 45 asiatiques d'Ambala Foods à Stratford ( banlieue est de Londres) mènent une série de grève d'une journée pour 50 £ d'augmentation par semaine (60 euros), leurs salaires ayant été bloqués pendant trois ans (SW) Chine -\* S'opposant depuis 2003 à la saisie de terres (116 hectares sur 13 villages) pour la construction d'une centrale électrique, des paysans manifestent avec fusils de chasse, barres de fer à Shengyou (Hebei). Les hommes de main de la compagnie Guohua Power Co tirent : 6 tués, 48 blessés (M) AUTOMOBILE

**France** -\*27/4/05 PSA (Citroën, usine d'Aulnay -sous-Bois , banlieue de Paris, voir précédent bulletin) accorde la retraite anticipée à un certain nombre de travailleurs mais refuse cet " avantage " à 26 travailleurs africains sous le prétexte que leur date de naissance est " incertaine " (registres de l'état-civil de l'époque peu fiables voire inexistantes) (L, M) \*-16/3/05 - 300 travailleurs de l'équipementier Faiveley à St-Pierre-des-Corps près de Tours débraient pour les salaires © \*-3/5/2005 - Depuis des années, l'usine Renault de Flins (grande banlieue ouest de Paris) a des problèmes de recrutement de jeunes. Un accord cadre a été conclu en 1992 avec le gouvernement et les syndicats pour trier les jeunes (l'annonce récente de 5 à 6.000 embauche pour toutes les usines Renault de France a amené plus de 10.000 candidatures à Flins). Les futurs exploités se voient offrir d'abord une " mise à niveau " de trois mois ( transports et repas payés et 300 euros mensuels au titre

de " formation professionnelle) ensuite un contrat temporaire de 18 mois dans l'usine payé d'abord uniformément au SMIC puis au tarif du poste occupé...et seulement s'ils ont passé le CAP un contrat définitif Renault (M) Allemagne \*- Suivant les autres firmes de l'automobile Opel et Mercedes, le syndicat IGMetall a signé un accord avec Audi qui prévoit que les entrants auront un salaire diminué de 2,79% sur les taux actuels (les anciens conservant leur salaire avec une prime spéciale), un temps de travail flexible, les heures supplémentaires obligatoires non payées mais comptabilisées dans un crédit temps d'un compte d'épargne temps, non échangeable en argent, pour les 1000 employés l'horaire passant de 35 à 37 heures pour le même salaire. Tout cela contre la promesse d'une garantie d'emploi jusqu'à 2011. (FT) Etats-Unis \* - La production de Ford a baissé de 14% au troisième trimestre de 2004 sur le marché américain alors que les " asiatiques " progressent avec 36% du marché US (FT) Italie - \*24/5/2005 - Les chauffeurs des sous-traitants de Fiat pour les transports par camions spéciaux assurant l'évacuation des voitures produites dans les différentes usines du groupe en grève pour les salaires bloquent la production depuis le 26 avril .160.000 voitures sont en souffrance et l'usine de Melfi ( Italie du Sud) est fermée depuis le 13 mai avec 5.000 travailleurs mis à pied. Fiat envisagerait de reprendre ce transport directement à son compte. (FT)

## **BÂTIMENT- TRAVAUX PUBLICS**

**France** -\* 14/4/05 - Une centaine de sans - papiers exploités sur les chantiers du BTP occupent le siège de la Fédération Française du Bâtiment pour exiger des contrats de travail réguliers et la régularisation de leur situation. Ils sont ainsi des milliers de clandestins " illégaux " dans le bâtiment et dans le nettoyage (L)

## **COMMUNICATIONS - MEDIAS**

France -\* 22/4/05 - Fin de la grève à Radio France avec un accord de salaire accordant de 52 à 114 euros d'augmentation mensuelle et pour les petits salaires une prime de 300 euros. La grève durait depuis le 4 avril et concernait la totalité du personnel technique et administratif sans lequel aucune émission ne peut être programmée Ce qui avait entraîné un service plus que minimum dans les stations du service public. ( M, L) \*- 6/6/2005 - 25 jours de grève de 60 travailleurs de Sud Radio contre la vente de la station propriété des labos pharmaceutiques Fabre de Castres à un consortium de radios régionales dominé par P. de Villiers (L)

Guyane \*13//5/2005 - Les 140 travailleurs de Radio France d'Outre-Mer (RFO) en grève trois semaines pour le respect d'accords antérieurs sur les 35 heures et le remplacement de l'équipe dirigeante, ce qui est plus ou moins accordé après une période de transition. Reprise le 6 juin après 46 jours de grève (M) France \*Avril - mai - juin : toujours des grèves contre les restructurations des services postaux, notamment des centres de tri et des équipes de facteurs (voir au début de ce bulletin les luttes au centre de tri de Bègles, Gironde). Des conflits déterminés ont aussi marqué différentes régions de France : le 13 avril, les facteurs de Grenoble sont en grève depuis 15 jours dans les centres de distribution autour de la ville contestant les nouvelles conditions de travail suite à un regroupement imposé par la direction (Dauphiné Libéré) ; en mars-avril dans la région parisienne : Plessis-Bouchard, Franconville ( M,L) \* - 24/5/2003 - Espionnage patronal - le " Directeur des moyens généraux " de la chaîne de télévision Canal plus contrôlait et espionnait un effectif de 250 travailleurs divers et disposait pour ce faire d'un budget de 70 millions d'euros. Il avait embauché un ex-agent du contre-espionnage (la DGSE) non seulement pour espionner mais aussi donner une " leçon musclée " à un animateur de l'émission satirique des " Guignols ". L'affaire ayant avorté a fait grand bruit et entraîné quelques mises à l'écart ; mais parions que les

méthodes perdurent car l'espionnage des travailleurs et autres manipulations est une règle constante dans l'exploitation du travail (M, L) \*- 1/6/2005 - Les distributeurs de journaux parisiens " kiosquiers " en grève la semaine pour une revalorisation de leurs commissions de vente et un réaménagement de la distribution des magazines (M, L) \*3/6/2005 - Pour protester contre la mainmise de l'Express contre un strict contrôle politique du récent repreneur, le marchand d'avions civils et militaires Dassault, les journalistes mènent diverses actions dont la grève (L,M) Grande Bretagne \*- 16/4/2005 - Des centaines de travailleurs en grève dans tout le pays dans le réseau de télévision ITV avec piquets de grève devant les stations pour les salaires (SW) \*14/5/2005 - La vénérable BBC en grève de 4 jours contre un plan drastique de restructuration entraînant le licenciement de 3.780 travailleurs dans les trois années à venir soit 19% des effectifs actuels. (FT) Pays Baltes \*- 17/5/2005 - Apparition de délocalisations de centres d'appel multilingues : la chaîne mondiale d'hôtels Hilton y transfère ses réservations. D'autres suivent attirés par les langues scandinaves et le russe. Mais la faible population et le drainage des cerveaux vers l'Europe limitent l'attrait de coûts inférieurs de 50% à ceux de l'Europe de l'Ouest ( environ 600 euros par mois) (M)

**DISTRIBUTION France** - 28/4/2005 - Poursuite des grèves dans les magasins de la multinationale Carrefour et ses diverses filiales mais sur appels syndicaux et avec une grande dispersion et des résultats mitigés ( voir précédent bulletin). Dans la filiale logistique de Carrefour, Logidis - Comptoirs Modernes sur 36 dépôts 19 sont en grève, et 3 totalement bloqués par des piquets de grève.. Revendication de salaires pour 50 euros mensuels et contre une nouvelle " grille de productivité " qui leur fait perdre de 100 à 150 euros mensuels. (L, M) \*- 5/5/2005 - Les magasins de la firme européenne de vente d'habillement Fabio Lucci ( trust italien Ventura) sont en grève depuis le 3 mai pour les salaires et le 13ème mois. (L,M) \*-10/6/2005 - Fermeture providentielle pour des " raisons de sécurité " des grands magasins parisiens centenaires de la Samaritaine avec soupçon d'une opération immobilière juteuse de la multinationale LVMH : 750 travailleurs menacés malgré les promesses incertaines de maintien de l'emploi (M,L) \*- Les résistances de Virgin, distributeur du disque et du livre lors des négociations pour les salaires font que les syndicats lancent une grève qui touche les 30 magasins du groupe pour obtenir 5% d'augmentation . L'entrepôt alimentant les magasins bloqué par 20 travailleurs depuis trois semaines ; la direction saisit le tribunal pour faire cesser le blocage.( L, M) \*- 22/4/2005 - Intermarché de Tarnos (Landes) (voir précédent bulletin) . Le tribunal de commerce refuse la mise en liquidation de l'entreprise ( magasin en franchise) , mesure prise en rétorsion contre l'obstination des travailleurs de poursuivre la lutte pour obtenir le respect d'engagement pris antérieurement sur les salaires, le non-respect ayant été imposé par la direction nationale du trust de la distribution Intermarché (L)

## ELECTRONIQUE

**France** \*- 23/3/05 - ST Microélectronics ( ex - Thomson ) à Tours, 1500 travailleurs en grève depuis 10 jours pour les salaires. Le mouvement touche aussi les usines du Rousset ( près de Marseille ) et de Crolles (près de Grenoble) ( M , C) Chine - \*22/4/2005 - 16.000 travailleurs de l'usine japonaise Unidem de Shenzhen ( proche de Hong Kong en grève depuis 5 jours contre les conditions de logement et les salaires sont bloqués dans l'usine par la police qui s'oppose violemment à une tentative de se joindre pour populariser leur lutte, en profitant de l'occasion, en se joignant aux manifestations anti-japonaises (autorisées par le gouvernement mais dont l'ampleur a témoigné de l'opposition latente à la domination du parti communiste) (L, C) Allemagne - \*10/5/2005 - Fujitsu-Siemens, premier européen dans la fabrication d'ordinateurs augmente le temps de travail (actuellement 35 heures) sans augmentation de salaires sous la menace du licenciement de 5.000 travailleurs. (M) Etats-Unis \*- 13/5/2005 - IBM ( 329.000 travailleurs) dépèce son empire et licencie 4% de ses effectifs mondiaux, 10 à 13.000 travailleurs,

essentiellement en Europe ( 94.000 travailleurs dont 12.300 en France. 300 d'entre eux font grève et manifestent à Montpellier (Hérault) (L)

## ENERGIE - MINES

**France** -\* 27/4/2005 - Cherbourg 800 travailleurs de STMI, filiale du trust nucléaire AREVA spécialisée dans l'assainissement radioactif en grève pour les salaires (M) \*-22/5/2005 - Un accord des syndicats avec le trust pétrolier Total met fin au blocage de 5 des 6 raffineries du groupe et suspend l'application de la loi sur le lundi de Pentecôte travaillé non payé. D'autres avancées et le paiement de 4 jours de grève sur cinq.(L, M) Afrique du Sud - \*9/4/2005 - Les mines d'or ne sont plus rentables à cause du prix de l'or mais aussi parce que les mines s'épuisent et les conditions d'exploitation sont de plus en plus difficiles. Particulièrement pour les travailleurs venus de partout dans l'Afrique australe ( 60% d'entre eux vivent dans des foyers pour célibataires où prostitution et Sida font des ravages) 20.000 de la mine d'or Harmony en grève huit jours en mars où 4.900 mineurs ont été licenciés et des négociations sont engagées pour une baisse des salaires. De même une grève la semaine précédente des 30.000 exploités de Gold Fields sur le même fond de pression sur salaires et conditions de travail (FT) Etats-Unis - \*2/5/2005 - Le gouvernement républicain ayant décidé la reprise des explorations pétrolières en Alaska, les travailleurs des firmes du gaz et du pétrole reprennent leur lutte pour un plus grand respect des consignes de sécurité et de respect de l'environnement. Les firmes concernées, notamment BP ont été mises en cause dans des accidents mortels ( suivies de grèves) causés par le non - respect de ces consignes (FT)

18/5/2005 - Une explosion dans une raffinerie BP à Texas City tue 15 travailleurs et en blesse 170. L'emploi de personnel non qualifié sous-payé entraîne toute une série de manquements à la sécurité (FT) Pérou -\*5/6/2005 \_ Les multinationales minières dévastent le pays. Newmont, le plus grand exploitant mondial de mines d'or creuse dans les Andes la mine de Yanacochu seulement accessible par des routes peu sûres où des colonnes de camions citernes charrient des produits dangereux utilisés pour le traitement de l'or, notamment du mercure. Un camion de mercure ayn capoté et déversé son métal liquide sur le site, les villageois l'ont recueilli sans être avertis du danger, d'où des maladies diverses et des indemnités dérisoires..La ville minière de Cajanora est passée de 40.000 habitants à 240.000 en quelques années et ce développement s'est accompagné du cortège habituel de trafics, de violence et de prostitution. D'autres groupes miniers internationaux notamment australiens s'intéressent aussi aux richesses minières du pays mais ils rencontrent l'hostilité des populations locales, lesquelles estiment que l'engagement "moral" conclu par l'ONG britannique Oxfham pour que 3% des profits soit reversé aux communautés locale n'est qu'une aumône dérisoire (FT)

## ENSEIGNEMENT -EDUCATION

**Croatie** - \*\*9/6/05 - 20.000 professeurs en grève pour les salaires ( moyenne des salaires 560 euros mensuels) (FT) Hongrie -\* 8/4/05 - De plus en plus , les enseignants de tout le secteur public et privé (473.000 en 2003) sont contraints de travailler sous des contrats de travailleurs indépendants qui s'appliquaient seulement aux professions libérales et qui s'étendent de plus en plus à tous les secteurs d'activité. L'intérêt pour les employeurs et le désavantage pour les travailleurs, est que ceux-ci n'ont plus aucune couverture sociale qu'ils sont contraints de financer s'ils veulent être garantis en maladie et retraite. ( FT)

## ENTRETIEN -NETTOYAGE

**France** - \* 18/5/2005 - les éboueurs du Puy-de-Dôme terminent une grève d'une semaine ayant obtenu un nouveau planning de travail excluant le travail du samedi matin ©

\*4/5/2005 - les éboueurs de l'entreprise Nicollau de la région de Buc-sur-Yvette ( Yvelines, banlieue sud de Paris) en grève pour les salaires et conditions de travail (H)

## **FINANCE -BANQUE - ASSURANCE**

France - \*9/6/2005 - Pour une histoire complexe de calcul de la prime annuelle d'intéressement et l'annonce d'une " erreur " de calcul qui entraîne une diminution entre 300 et 600 euros sur le montant individuel annoncé précédemment, 300 travailleurs de la banque BNP-PARIBAS manifestent devant le siège social à La Défense (quartier d'affaires dans la proche banlieue ouest de Paris) à l'appel d'une intersyndicale CGT-CFDT. D'autres actions sont prévues. ©

## **INDUSTRIE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE**

**France** - \*11/4/2005 - Rhodia à Saint André près de Lille ( Nord) en grève depuis le 28/2 contre la fermeture du site en décembre 2005 : les piquets de grève bloquent depuis un mois et demi les sorties ferroviaires de l'usine (H)

15/4/2005 - Sediver à Saint-Yorre (Allier), isolateurs électriques du groupe Sever dont la fermeture avait été annoncée le 30 janvier 2004 est condamné au terme d'une guérilla juridique à la réintégration de 63 travailleurs (H) Finlande - \* 5/6/2005 - Le secteur papetier (pâte à papier) est durement secoué par la concurrence imbattable du Brésil ; les 45 usines de pâte ( 24.000 travailleurs) sont en grève ce qui déclenche le lock-out patronal. Des discussions sur les congés et les primes pour tenter de réduire les coûts de production. (FT)

## **LUTTES GLOBALES**

Zimbabwe - \* 9/6/2005 - Appel à deux journées de grève par l'opposition politique et syndicale regroupée dans une Alliance élargie tentant de se servir des dégâts causés par l'opération " Rétablissement de l'ordre " qui a entraîné la destruction au bulldozer des bidonvilles autour de la capitale et la tentative d'éliminer par la force les petits trafics qui assuraient la survie de millions de déplacés des campagnes par une réforme agraire catastrophique. Echec de ces appels à la grève malgré les 70% de chômeurs. Le but inavoué de cette action brutale ( des milliers de " logements " détruits ayant fait 200.000 sans logis et 25.000 arrestations de vendeurs clandestins) est de faire retourner les " migrants " dans les campagnes d'où ils viennent pour renforcer le contrôle politique plus facile avec une dispersion (FT) Hollande \*- 9/6/05 - entre 10 et 20.000 employés municipaux manifestent à Amsterdam. D'autres villes sont aussi touchées par ce mouvement d'une grève syndicale d'une journée (notamment Rotterdam et Utrecht) qui touche les transports urbains, les éboueurs et les pompiers (FT) Barhein (Emirats arabes) - \*25/3/2005 - Malgré une interdiction, 80.000 exploités de toute l'Asie du Sud-Est manifestent pour une réforme de leur statut ( SW) Grèce - \*11/5/2005 - grève générale de 24 h. à l'appel des syndicats pour le maintien du 1er mai férié et non transféré au 11 mai comme le veut le gouvernement, mais ce n'est qu'un prétexte à une action pour l'emploi et contre l'augmentation du coût de la vie (M) Ethiopie - \*9/6/2005 - (70 millions d'habitants, 40% de chômage) Manifestations étudiantes principalement contre des élections truquées. La police tire ; 22 assassinés (L) Panama - \* 27/5/2005 - La réforme drastique du

système de sécurité sociale ( avec report de l'âge de la retraite) entraîne une série de grèves et de manifestations. La répression est particulièrement violente dans cette semi-colonie des USA : 408 arrestations (M) Afrique du Sud - \*3/6/2005 - Alors que le syndicat unique COSATU organise une journée nationale de grève contre le chômage (40% de chômage chez les Noirs) le 27 juin, des batailles rangées se déroulent dans les townships autour du Cap : barrages de pneus enflammés, blocage des routes. Plus de 100 arrestations. Apparition de nouveaux mouvements sociaux autour des "sans-terres" et des "sans-logis" en raison des expulsions de logement, des coupures d'eau et d'électricité. Toute une campagne de privatisation s'accompagne d'un cortège de corruption (SW, M)

## **METALLURGIE**

France - \*26/4/2005 - Le Havre : 58 travailleurs du dernier chantier de réparations navales du port en voie de fermeture organisent différentes actions de blocage pour obtenir des indemnités similaires à celles qu'ont touché en l'an 2000 les 800 travailleurs des Ateliers et Chantiers du Havre dont leur firme actuelle était sous-traitant.(L) \*-Cherbourg :les 130 travailleurs d'Alstom Leroux Naval bloquent le chantier pour les salaires (M) Belgique 16/3/2005 6AGC ex-Splintex ( voir précédents bulletins) - 100ème jour de grève contre une restructuration impliquant des licenciements. (S) \*-20/4/05 - Imeco à Liège contre le licenciement de 4 d'entre eux, 15 travailleurs sur 40 sont en grève depuis 50 jours (S) Allemagne - \*12/5/2005 - La pression mondiale dans le secteur de l'acier, fait que le patronat de l'acier cède à la menace de grève totale du syndicat IGMetall appuyée par un vote largement en faveur des 85.000 travailleurs du secteur pour une augmentation de 3,50 % et une prime de 500 euros (FT) Grande-Bretagne \* Le lundi 13 juin deux travailleurs de l'équipe de nuit de l'usine Rolls Royce de Bristol (Pays de Galles) sont expulsés de l'usine pour avoir été surpris en train de dormir : ils sont mis à pied sans salaire en attendant un complément d'enquête. Dans l'heure qui suit, le reste de l'équipe de nuit débraie et 100 sont ainsi rapidement en grève. Le conseil syndical de l'usine ne peut faire autre chose que de publier une motion de soutien aux deux mis à pied mais dans les 24 heures qui suivent le syndicat Amicus, le syndicat de l'usine désavoue la grève. Au début de chaque équipe qui succède des assemblées votent la continuation de la grève et la grève se transforme en grève avec occupation. Le jeudi matin , trois jours après, toute l'usine est en grève et dans les autres usines du groupe notamment en Ecosse les travailleurs déclarent qu'ils ne prendront pas le travail de Bristol si les tâches étaient déroutées. Ce même jeudi, à 14h15, la menace de licenciement des deux mis à pied est levée et seule une sanction bénigne est annoncée. Le travail reprend (Sw) Arabie Saoudite -\* BAE System ( filiale du trust britannique British Aerospace) fabrique des armes dans ce pays à Darhan avec des travailleurs locaux mais aussi des cadres et ingénieurs britanniques et australiens (3.000 travailleurs en tout).En juin 2002, la direction saoudienne impose non seulement aux travailleurs arabes, mais aussi aux étrangers,un nouveau contrat de travail dont l'essentiel consiste en une baisse de salaires : il leur est demandé seulement de signer ou d'être vidé. Bien qu'une plainte déposée devant le tribunal local ait reconnu 14 violations des règles légales, tout jugement défavorable à BAE fut écarté. Un ingénieur saoudien qui avait plus ou moins initié la résistance et dont la vie était menacée, a dû chercher l'asile politique en Grande-Bretagne. Un syndicaliste en Arabie Saoudite risque 15 ans de prison s'il est accusé de fomenter des grèves. Pour satisfaire aux recommandations du Bureau International du Travail, les autorités saoudiennes ont signé un accord dans lequel elles s'engagent à constituer des représentations syndicales dans toutes les entreprises de plus de 100 travailleurs. BAE Systems a appliqué ces obligations en constituant un syndicat maison peuplé d'espions du gouvernement (SW)

## **MONDIALISATION DE LA MANIPULATION**

Monde - \*26/4/05 - Les différences. Age moyen de départ en retraite, de 56 ans à 67,5 ; : France 58 ans, Allemagne 60, Grande- Bretagne 62, USA 65 et Japon 67,5. (FT) France -\* 10/4/05 - Les délocalisations remettent en cause le travail dans les prisons qui devient moins intéressant pour les entreprises, privant ainsi l'administration pénitentiaire d'un moyen disciplinaire contre les " pensionnaires " et ceux-ci d'un maigre revenu ( ce revenu serait déjà passé à cause de cette pression économique de 4 à 1,60 euros par jour) (M) \*- 20/4/2005 - Légalité juridique et rapport de force. Pour avoir accepté la voie légale préconisée par la CGT lors de la liquidation judiciaire de Metaleurop Nord ( voir précédents bulletins), les 671 travailleurs licenciés ont vu leurs espoirs déraiser sur les actifs du groupe évanouis après un arrêt de la Cour de Cassation qui a refusé l'extension de la liquidation à la maison mère Metaleurop SA (encore moins au groupe suisse Glencore, leader mondial des métaux non ferreux, véritable propriétaire) exonérés juridiquement de toute responsabilité. (L) \*- Retour de la misère, retour de la tuberculose : les immigrés sont 13 fois plus touchés par la résurgence de cette maladie , 72 pour 100.000 habitants en progression de 8% par an depuis 1992 avec un taux de multirésistants également en progression constante Les plus touchés sont les SDF, les prisonniers, les populations d'origine sub- sahariennes et les enfants de 10 à 14 ans (M), Etats-Unis - \*15/3/05 - A Baltimore qui fut un grand port de la côte Est et une ville industrielle, tout cela déchu aujourd'hui, plus de la moitié des Noirs autour de 20 ans sont ou en prison ou sous contrôle judiciaire ( sur 25.000 de cet âge, 4.500 sont en taule et 8.600 sous contrôle policier (Balrimore Sun) France -\* Néocolonialisme : plus de 65.000 militaires sont présentement en " mission " dans 16 pays du monde (M) \*21/4/2005 - Evalué à 50% du revenu moyen des travailleurs, le seuil de pauvreté est fixé par les autorités entre 400 et 600 euros mensuels : 1 millions tomberaient sous ce couperet alors qu'on dénombre, toujours officiellement 1.061.000 touchant le RMI fin 2004, 5 9% de plus en 2004) (L) Brésil - \*31/3/2005 - La social-démocratie du Parti du Travail et de Lula ( voir le rôle historique de la social-démocratie ) 29 personnes dont sept adolescents assassinés par les policiers dans la banlieue de Rio de Janeiro déclare le secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme (sic) qui ajoute " Notre police est à la fois trop violente et maffieuse ". Le taux d'élucidation des homicides est de 10% ; les policiers de Rio tuent environ en moyenne sept personnes par jour, la plupart étant de jeunes Noirs ; entre 1980 et 2.000 600.000 personnes sont mortes ainsi assassinées.. De 2000 à 2003 les nombre de dirigeants ruraux du Mouvement des Sans Terres et de travailleurs agricoles assassinés a doublé pour atteindre la niveau de 1990 (73 assassinés annuellement) (FT, Réseau Solidarité) Grande Bretagne - \*23/4/2005 - Retraite à la carte : 60.000 retraités ayant travaillé et cotisé toute leur vie d'esclave pour une retraite complémentaire à un fonds de pension tenu par leur employeur mis en faillite ne toucheront que le minimum mensuel de 17£ au lieu des 100£ prévus (SW) Belgique - \*23/3/2005 - Pas seulement des plombiers : dans toutes sortes d'activités des travailleurs polonais sont exploités en Flandre occidentale 12 heures pas jour pour 4 euros de l'heure (S) Chine -\* 8/6/2005 - Une des astuces du capital pour tourner les restrictions éventuelles au commerce textile avec le reste du monde consiste à fabriquer en Chine les éléments - pièces détachées des habits ou des godasses et de les assembler dans une contrée à bas coûts non soumis à ces restrictions. Par exemple, pour la Chine à Hong Kong ou Macao, encore soumis à un statut économique spécial, la porte à côté sans beaucoup de frais supplémentaires (FT) \*- 3/6/2005 - La légende de la Chine ne se vouant qu'à la délocalisation de tâches primaires de produits n'impliquant pas des techniques complexes est peu à peu battue en brèche, les chaînes de production s'équipant de plus en plus de systèmes automatiques modernes pour contrer le manque de main-d'œuvre générateur d'une pression sur les salaires et coûts de production (FT) Japon -\* 6/6/2005 - La firme japonaise Nidec fabrique des moteurs électriques miniaturisés utilisés notamment dans les ordinateurs. Elle exploite présentement 90.000 travailleurs (15.000 au Japon, 40.000 en Chine, 14.000 en Thaïlande ,13.000 aux Philippines, 4.000 au Vietnam) Ambition affichée d'un effectif de 1 million d'exploités en 2020 par la voix de son président qui développe sa politique de recrutement : " La sorte de gens que je veux voir travailler est celle qui n'est pas seulement heureuse juste avec un travail agréable, ce que chacun souhaite, mais peuvent aussi l'être avec des boulots dégueulasses " ( moyennant quoi les débutants sont d'abord affectés au nettoyage

des toilettes) (FT) Australie - \*7/6/2005 - Tout le système légal de réglementation du travail, touchant notamment les licenciements, les garanties sociales, menacé par les plans du gouvernement (FT) Etats-Unis - \*7/4/2005 - Le salaire minimum fédéral est bloqué depuis huit ans à 5,19 \$ l'heure (4,22 euros) et son augmentation a été encore récemment refusée par le Sénat. 18 Etats sur 50 l'ont pourtant porté à une fourchette entre 5,70 et 7,35 \$ (4,60 à 5,80 euros) (FT) \*-5/2005 - Heurs et malheurs de la délocalisation. Une des plus grandes banques US a délocalisé en Inde ses centres d'appel en sous-traitant ce service à une entreprise indienne Phasis BEL ; Les experts en informatique ont vite fait de savoir comment utiliser les renseignements confidentiels sur les clients transitant par leur service : Plus de 300.000 euros (avoués) auraient été ainsi détournés/ ( L) Monde -\*10/5/2005 - Dans le monde entier, début 2005, 638 entreprises, au nom de la " responsabilité sociale " appliqueraient les " normes sociales " exigées pour une " exploitation humaine ". Cela concernerait 430.000 travailleurs alors que seulement en Chine des centaines de millions sont surexploités. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) chiffre à plus de 12 millions les exploités à qui est imposé " un travail non volontaire sous la menace de sanctions " et à 32 millions ceux qui seraient victimes d'une " traite humaine ". Et cela concerne non seulement les pays en développement mais aussi tous les pays dits industrialisés. Par exemple un supermarché britannique sous-traite tout son conditionnement à une entreprise employant des migrants illégaux ; ou bien aux USA, les passeurs de " latinos " conduisent directement au travail forcé dans les exploitations agricoles US les mexicains qu'ils ont ainsi "aidé " (contre finances) à traverser illégalement la frontière. (M, L, FT) Asie du Sud Est - \*4/5/2005 - effet tsunami - Un conflit inégal se développe en Thaïlande au profit des spéculateurs immobiliers. Les communautés de pêcheurs se voient refuser toute assistance pour reconstruire leurs villages côtiers, les " développeurs " locaux et étrangers revendiquant la propriété dans une jungle capitaliste sans précédent (FT) Somalie - \*12/5/2005 - Les chefs de guerre se seraient mis d'accord pour déposer les armes dans un pays qui en 15 ans de guerre civile et une expédition désastreuse des USA aurait fait entre 3 et 500.000 morts (M)

## SANTE

**France** -\* Avril 2005 - après 21 jours de grève pour l'embauche, de meilleures conditions de travail et une réorganisation des services de santé (service néanmoins assuré) les urgentistes des hôpitaux publics suspendent leur mouvement sans avoir rien obtenu ( H, L, M) \*- Les ambulanciers de l'entreprise Accord du secteur de Pontoise (Oise), après une grève contre certaines dispositions d'un accord syndical national, obtiennent le paiement des jours de nuit, une indemnité de repas mais devront continuer à travailler 200 h par mois payées 170 ( C) Grande Bretagne - \*11/6/2005 - Privatisation par la bande du National Health Service. Non seulement par le transfert à la sous-traitance de nombreux services mais, c'est nouveau, l'obligation faite dorénavant à tous les centres de soins NHS depuis les généralistes aux hôpitaux de transférer 10% de leurs soins aux centres de médecine privée (SW)

## SERVICES PUBLICS

**France** -\* 7/4/05 - de la Chambre de Commerce de Paris séquestrent le 6 avril plusieurs membres de la direction dans les locaux d'une école de cette Chambre où se tiennent des négociations pour la réforme de leur régime de retraite visant à leur réintégration dans le régime général ce qui leur fait perdre de 8 à 12% du montant garanti. Antérieurement (M) Kenya \*-6/6/05 - 121.000 fonctionnaires en grève à l'appel des syndicats de fonctionnaires kenyans (UKCS) pour une augmentation de salaires de 600% (sic) et contre un plan gouvernemental prévoyant le licenciement de 21.000 d'entre eux. La grève est déclarée illégale par le gouvernement qui a déjà envoyé 9.000

lettres de licenciement (FT)

eux. La grève est déclarée illégale par le gouvernement qui a déjà envoyé 9.000 lettres de licenciement (FT)

## **[[TEXTILE - CONFECTION - HABILLEMENT**

**Mali** -\* 6/6/05 - 2.000 travailleurs de la filière cotonnière en grève depuis deux journées contre un plan social suite à la privatisation de différents organismes d'Etat de cette filière et le paiement d'arriérés de salaires ( ST) **Egypte** - \*14/5/2005 - Depuis février 400 travailleurs occupent une usine de tissage Rusco dans la banlieue du Caire contre sa privatisation : ils sont encerclés par les flics pour les empêcher d'avoir tout contact avec l'extérieur (SW) **Mexique** -\* 23/5/2005 - la firme US Mattei habille ses nombreux enfants les poupées Barbie chez des sous-traitants mexicains qui exploitent des enfants de 13 ans à l'usine de Tepeji del Rio dans la banlieue de Mexico (FT)

## **TRANSPORTS AERIENS**

**Hong Kong** -\* 25/4/2005 - Cathay Pacific ( 15.000 travailleurs) Après un conflit qui dure depuis 2001 qui avait entraîné le licenciement de 51 pilotes, le syndicat des pilotes accepte dans un accord la réembauche de 49 pilotes comme de nouveaux entrants et une indemnisation pour ceux qui refuseraient cette embauche (FT) **France** -\* 16/4/05 - Air France - L'agent de piste dont la mise à pied avait déclenché une grève sauvage sans lendemain et reprise en mains syndicales a été licencié sans préavis ni indemnité sans que cela soulève d'autres vagues particulières. (L) **Etats-Unis** - \*7/6/2005 - La seconde compagnie aérienne US, United Airlines impose au personnel au sol (mécaniciens et entretien) un contrat de 5 ans signé par le syndicat impliquant une baisse des salaires de 3,9%. Le syndicat des pilotes et autres personnels de vol refusent de signer les mêmes clauses, le tout sur fond d'une quasi-faillite du système de retraite maison (FT) **Allemagne** \*- 22/5/2005 - Lufthansa obtient l'accord syndical pour geler les salaires pendant deux ans et rallonger le temps de travail (M)

## **TRANSPORTS MARITIMES**

**France** \*- 22/4/05 - fin du blocage du port de Marseille par les marins de la SNCM (services vers la Corse) sur fond de compétition avec une compagnie privée, Corsica Ferries et d'une éventuelle privatisation. La grève touche en partie l'application d'une directive européenne qui autorise l'embauche de marins étrangers au rabais. Reprise du travail le 2/5( M, L) [TRANSPORTS TERRESTRES **Afrique du Sud** - \*9/6/05 -4ème jour de grève des trains de banlieue de l'entreprise semi-publique Metrorail pour les salaires. Bien suivie au Cap, peu ailleurs. Grève menée dans le cadre d'un mouvement national par les syndicats UASA (FT) **France** - \*28/4/05 - Société de transports publics Cariane dans l'Eure . 2ème journée de grève pour les salaires (H) \*- 4/5/05 -210 chauffeurs de bus de Connex à Ecquevilly (Yvelines, banlieue sud de Paris) en grève pour les salaires et conditions de travail ©

4/5/2005 - 150 chauffeurs routiers de la firme Dentressangle manifestent devant le siège social à Beausemblant ( Drôme) contre l'embauche de chauffeurs des pays de l'Est à un taux de salaires

réduit (M) \*- En 2004, 266.000 postes n'auraient pas été pourvus dans le secteur des transports notamment routiers. Aux impératifs d'horaires et de délais et un temps de travail moyen de 200 h mensuelles et en prime les directives européennes réduisant les heures supplémentaires et les jours de repos, un chauffeur sur deux quitte ce travail dans les 3 ans de l'embauche (M) \*- Aussi bien la SNCF que le métro développent la billetterie automatique que les services Internet. Contre la généralisation de ce système qui entraîne leur élimination, les guichetiers tentent une grève limitée. (M, L) \*- 3 /6/2005 - Les cheminots du dépôt de Marseille toujours en grève notamment dans les Trains Express Régionaux pour des désaccords sur l'organisation du travail © Même type de grève le 9 juin dans la région de Bordeaux Etats-Unis -\* 15/4/05 - Après six semaines de grève, les 568 travailleurs des lignes de bus de Bee-Line du Winchester County (Nord de l'Etat de New York en conflit autour du financement des garanties maladie doivent reprendre le travail uniquement avec une médiation. Les piquets de grève ayant été particulièrement actifs, la répression a été à la hauteur : 60 arrestations des " piqueteurs " et poursuites pour " troubles à l'ordre public " (WV) Grande Bretagne - \*22/3/2005 - Il ne s'agit pas de plombiers polonais mais de chauffeurs. Une entreprise irlandaise de chasseurs de têtes GRAFTON Recruiting a signé un contrat avec First Gray, une entreprise britannique de transports privés (62.000 travailleurs en Grande Bretagne et en Amérique du Nord) pour " fournir " 2.500 chauffeurs sur trois ans ( les futurs esclaves ainsi vendus seront essentiellement polonais). Des contrats similaires auraient été signés dans le BTP, l'informatique et les hôpitaux. Grafton Recruiting envoie des sergents recruteurs contacter dans les ex-pays de l'Est les chauffeurs de bus en activité en leur promettant appartement, papiers officiels et même l'ouverture d'un compte en banque pour un salaire de début de 14 euros de l'heure) (FT) \*- 30/4/2005 - 4 jours de grève au métro de Glasgow (Ecosse) pour les salaires (S) \*11/6/2005 - 400 conducteurs des lignes de bus de Stagecoach, East Midlands (centre le l'Angleterre) après une série de grèves d'une journée obtiennent 9,2% d'augmentation (7,50 £ de l'heure - 9 euros) (SW) Japon -\* 10/4/2005 - Effets pervers de la productivité et de la concurrence à outrance sur les conditions de travail et la sécurité. Un récent accident de chemin de fer a fait 106 morts et 450 blessés et aussitôt on incrimine un lampiste - le conducteur - tué dans l'accident qui aurait abordé une courbe à plus de 100 km heure. Mais l'enquête a fait apparaître la pression stressante à laquelle sont soumis les conducteurs pour que la compagnie qui les emploie puisse se targuer de résultats spectaculaires dans l'exactitude des horaires. Les conducteurs vivent dans la crainte constante d'être pénalisés pour quelques secondes de retard ou un manquement quelconque à la consigne. Ledit conducteur ayant dépassé de quelques mètres un arrêt avait dû reculer à l'arrêt précédent, perdre quelques unes de ces précieuses secondes et tenté de les rattraper pour ne pas être sanctionné. Car ces sanctions sont de telles brimades comportant des " rééducations " et des humiliations comme d'être pendant un mois à contrôler les collègues en bout de quai pour les faire éventuellement sanctionner : certains des pénalisés seraient allés jusqu'au suicide. (M) Roumanie - \*8/6/2005 - grève des cheminots pour les salaires et arrêt des réformes imposées par le FMI ( 16.500 licenciements en deux ans et plus encore à l'avenir) (FT)